

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING SUD OUEST

ZI rue de Commerce
16100 Châteaubernard

Références : -
Code AIOT : 0007201941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING SUD OUEST implanté ZONE INDUSTRIELLE 16100 Chateaubernard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une opération ponctuelle portant sur la gestion des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING SUD OUEST
- ZONE INDUSTRIELLE 16100 Chateaubernard
- Code AIOT : 0007201941
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH PACKAGING SUD-OUEST appartient au groupe international DS SMITH qui est composé de quatre divisions :

- Division récupération de papiers pour le recyclage,
- Division papeterie pour la transformation,
- Division packaging pour la fabrication des emballages,
- Division d'emballage plastique.

L'exploitation du site de Chateaubernard est spécialisée dans la conception, fabrication, vente et livraison d'emballages en carton ondulé, avec ou sans impression. Elle propose une très large gamme d'emballages aussi bien destinés aux marchés des produits de grandes consommations qu'aux industries lourdes.

Cette société est soumise à autorisation pour le stockage et la transformation du papiers/cartons ainsi que pour l'impression sur ces derniers.

Le site, d'une surface de 5 ha dont 3,5 ha sont occupés par l'usine, emploie 220 personnes.

La situation économique est bonne. Le groupe a investi 20 millions d'euros depuis 2012 sur le site de Chateaubernard qui a eu un chiffre d'affaire de 70 millions d'euros en 2022.

Le site a une capacité de stockage de bobines de papiers de 2 semaines.

Le papier utilisé est du papier recyclé à plus de 80%, 10% de papiers krafts et 9% de papiers blancs.

La colle est à base d'amidon.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 jour
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 jour
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 06/05/2019, article 8.4.1	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 06/05/2019, article 8.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué démarrer la substitution de certains de ses solvants et encres par des produits d'un autre fournisseur. L'inspection a constaté que l'exploitant détient bien les FDS des nouveaux produits, mais qu'elles n'étaient ni enregistrées dans le suivi des produits du site, ni mises à disposition des employés.

Par ailleurs, l'état des stocks du site est incomplet et doit être consolidé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : En séance, l'exploitant indique que les produits chimiques du site sont actuellement recensés dans le fichier Excel 'Produits utilisés au PREPRINT' tenu à jour par le responsable HSE. L'exploitant est en train de basculer la gestion des produits vers le logiciel SEIRICH. Pour introduction d'un nouveau produit chimique sur le site, le responsable HSE étudie les risques liés aux produits (éventuellement avec l'aide de SOCOTEC) et accepte l'introduction en renseignant les phrases de risques, mentions de dangers et EPI dans le fichier Excel. Les FDS sont stockées sous forme informatique dans les serveurs de l'exploitant. Elles sont également imprimées et placées dans un classeur disponible pour tous les employés à l'infirmerie. En séance, l'inspection consulte la FDS du CLEAN SOLUVE 22 datée du 01.02.2013, et celle du Triacode Gold base 10 datée du 22.10.2021, produits choisis par sondage. L'exploitant indique un changement de fournisseur (FLINT -> SIEGWIERK) pour un grand nombre

de produits déjà en cours d'utilisation pour la production. Le responsable HSE détient les FDS de ces nouvelles références dans sa boîte courriel, mais les FDS n'ont pas été analysées dans le tableau excel ni imprimées dans le classeur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Immédiatement, l'exploitant analyse les risques liés aux nouveaux produits SIEGWIERK utilisés sur le site et identifie les dangers et mesures associés. Il met à disposition des employés les FDS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
Constats : <p>La FDS du Clean SOLUVE 22 indique que le produit est un liquide inflammable (H225). Sur le terrain, l'inspection constate que le bidon de Clean SOLUVE 22, étiqueté avec le nom du produit et les pictogrammes de dangers, est placé dans le bâtiment PREPRINT en armoire coupe-feu munie d'une rétention.</p> <p>Un extincteur à eau pulvérisée avec additif (numéroté C4), ainsi qu'un RIA, sont disposés à proximité de l'armoire coupe-feu. Le bâtiment PREPRINT est sprinklé.</p> <p>Un kit absorbant se situe également dans la zone de l'armoire coupe-feu.</p> <p>L'inspection constate un déversement de liquide coloré inconnu sur le sol attenant au caniveau proche de l'armoire.</p> <p>La FDS du Triacode gold base 10 indique que le produit est dangereux pour l'environnement (H410). Sur le terrain, l'inspection constate que les fûts de 18 kg du Triacode gold base 10, étiquetés avec le nom du produit et les pictogrammes de dangers, sont placés sur palette au sol dans le bâtiment PREPRINT.</p> <p>Le bâtiment PREPRINT est sprinklé, et des extincteurs à eau pulvérisée avec additif, ainsi que des RIA, sont présents dans le bâtiment.</p> <p>Un kit absorbant se situe également dans la zone PREPRINT.</p> <p>Enfin, le bâtiment PREPRINT est muni de regards et caniveaux permettant d'acheminer les éventuels déversements vers la station de traitement des encres du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En tous temps, l'exploitant veille à ne pas laisser sans action de collecte et/ou nettoyage les déversements de substances et produits sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2019, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate que la cuve de soude d'un volume de 4 m³ est placée dans une rétention bétonnée. L'exploitant indique que la cuve est double enveloppe.</p> <p>L'inspection constate que les 3 fûts de 250 L de produit de nettoyage ANALYFLUX 1085 LA sont placés sur une rétention pouvant contenir 1000 L. Le GRV de biocide DILURIT 844, produit corrosif et dangereux pour l'environnement, est placé avec un GRV de FULLBOR WB 8351 sur une rétention dimensionnée pour 2 GRV.</p> <p>L'exploitant indique qu'en cas de déversement dans le bâtiment PREPRINT, les encres et solvants sont récupérés dans les caniveaux du site et dirigés vers la station de traitement des encres du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2019, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant indique que les produits encres et solvants, stockés au bâtiment PREPRINT, sont compatibles entre eux. Il indique également que les produits de nettoyage sont compatibles entre eux. L'inspection constate que le produit ANALYFLUX 1085 LA est stocké seul.</p> <p>L'inspection constate qu'un GRV de biocide DILURIT 844 est stocké sur rétention avec l'additif FULLBOR WB 8351. L'exploitant indique que ces produits ne sont pas incompatibles, et leurs FDS ne précisent pas de produits incompatibles.</p> <p>L'inspection constate également que la dalle béton sous la cuve de soude ne contient pas d'autre produit stocké.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'inventaire des encres et solvants stockés au bâtiment PREPRINT est réalisé tous les mois par un coloriste.</p> <p>Les quantités stockées sont reportées dans le tableau excel recensant les produits chimiques du site (voir Point de Contrôle numéro 1).</p> <p>Les autres matières stockées du site ne font pas l'objet d'un inventaire régulier.</p> <p>Le fichier recensant les produits chimiques du site indique un stock de 15 kg pour le produit Clean SOLUVE, et un inventaire de 326 kg pour le Triacode Gold base 10.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate la présence d'un bidon de 7,5 kg de Clean SOLUVE en armoire dans le bâtiment PREPRINT, et la présence de 16 fûts 18 kg de Triacode Gold Base 10 sur palette dans le bâtiment PREPRINT.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant met en place un fichier unique permettant le recensement actualisé de toutes les matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant y associe un plan du site sur lequel sont identifiées les différentes zones de stockage des matières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>